

ARRÊTÉ

LE PREFET DE LA REGION PAYS-DE-LA-LOIRE
PREFET DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

VU le titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, notamment ses articles 23 et 34-1,

VU l'arrêté préfectoral en date du 29 mai 1995 autorisant le Groupement Pétrolier de Nantes à poursuivre l'exploitation d'un dépôt d'hydrocarbures situé à Saint-Herblain (44800) 120, quai Emile Cormerais,

VU la lettre en date du 11 avril 2001 du Groupement Pétrolier de Nantes déclarant, en application de l'article 34 du décret du 21 septembre 1977, la cessation d'activité du site précité,

VU le dossier de cessation d'activité référence A 27526, établi en octobre 2002 pour le site précité et révélant la présence de divers polluants, notamment d'hydrocarbures dans les sols et, en conséquence, une pollution avérée qui peut porter atteinte aux intérêts visés à l'article L. 511-1 du titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement susvisé,

VU le dossier de réhabilitation du site référencé A 30458 b , établi en mai 2003,

VU l'étude des risques référencée A 32369/D, établie en avril 2004,

VU le rapport de M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées, en date du 8 septembre 2004,

VU l'avis favorable émis par M. le Sénateur-Maire de Saint-Herblain le 7 octobre 2004,

VU l'avis favorable émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 14 octobre 2004,

VU le projet d'arrêté transmis au Groupement Pétrolier de Nantes en application de l'article 11 du décret n° 77-1133 susvisé, en l'invitant à formuler ses observations dans un délai de 15 jours,

EN l'absence d'observations de la part du Groupement Pétrolier de Nantes,

CONSIDERANT qu'il convient de fixer et d'encadrer l'obligation de remise en état du site et un programme de surveillance des eaux de surface et eaux souterraines de ce site, en application des dispositions de l'article 18 du décret du 21 septembre 1977, en vue d'assurer la protection des intérêts visés au titre 1^{er} du Livre V du Code de l'Environnement,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique,

AR R E T E

ARTICLE 1er : Le G.I.E. « Groupement Pétrolier de Nantes », exploitant de l'ancien dépôt pétrolier implanté quai Emile Cormerais à Saint-Herblain (44800), doit remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du titre I^{er} du livre V du code de l'environnement.

Cette dépollution sera réalisée, sur la base du diagnostic des sols réalisé dans le cadre du mémoire de cessation d'activité référencé A27526a , établi en octobre 2002, ainsi que sur la base de l'étude détaillée des risques (EDR) A32369/D, établie en avril 2004.

Le niveau de dépollution à atteindre tient compte de l'usage ultérieur du site annoncé par l'exploitant dans son dossier de réhabilitation et des conclusions de l'étude détaillée des risques établie sur cette base.

Ce niveau de dépollution sera tel que les indices de risques soient inférieurs à 1 et les excès de risques individuels soient inférieurs à 10^{-5} sur la base des hypothèses de calcul retenues dans le cadre de l'étude détaillée des risques effectuée dans le rapport A32369/D établi en avril 2004. D'autre part, en ce qui concerne les seuls hydrocarbures totaux, la teneur dans les sols après dépollution devra être inférieure à 2.500 ppm.

Les travaux de traitement des terres devront avoir été réalisés pour le **30 juin 2007** au plus tard.

Le GIE "Groupement Pétrolier de Nantes" adressera à l'Inspection des installations classées le cahier des charges des travaux qu'il envisage et cela au minimum **un mois** avant la mise en œuvre de toutes opérations de dépollution.

Le GIE "Groupement Pétrolier de Nantes" produira un mémoire de fin de chantier établi par un organisme spécialisé, pour le **31 décembre 2007**. Ce mémoire démontrera sur la base de mesures représentatives que le niveau de dépollution respecte bien les objectifs de dépollution fixés dans le cadre de l'EDR et rappelés ci-dessus.

Au regard des mesures analytiques réalisées en fin de travaux, des hypothèses de calcul retenues dans le cadre de l'EDR, l'exploitant définira la perméabilité nécessaire de la couche de terre superficielle sur l'ensemble de la zone concernée par les travaux de réhabilitation sur une épaisseur minimale de 0,5 m. La mise en œuvre de cette couche de terre devra être réalisée pour le **31 décembre 2007** au plus tard.

Sur la base du dossier présentant les résultats de la dépollution du site, le GIE "Groupement Pétrolier de Nantes" proposera, pour le **31 décembre 2007** au plus tard, les restrictions d'usages ainsi que les mesures de suivi qu'il conviendra de conserver sur le site.

Afin de prendre en compte les résultats de l'étude détaillée des risques, la présence de personnel posté de manière régulière sur le site est interdite à compter de la notification du présent arrêté. Cette disposition s'appliquera jusqu'à la réalisation des travaux de dépollution du site ; cette disposition ne s'applique pas aux personnels chargés des travaux de dépollution qui devront faire l'objet d'un plan de prévention spécifique.

ARTICLE 2 : Programme de réhabilitation - organisation du chantier et modalités de suivi des opérations de réhabilitation envisagées.

2-1 – Opérations internes -

L'exploitant met en place les moyens techniques et les compétences en personnels nécessaires permettant d'assurer un suivi analytique des déblais et déchets issus du chantier de réhabilitation.

Il définit, dans un protocole transmis à l'Inspection des installations classées, avant démarrage du chantier, les méthodes d'organisation des opérations d'extraction, d'entreposage, d'échantillonnage et d'analyse des déblais et déchets lui permettant de procéder à une qualification de ces derniers.

Les opérations d'échantillonnage, d'analyse et de contrôles sont réalisées au minimum sur les paramètres listés au présent arrêté.

2-2 – Opérations externes -

Toute opération d'élimination en centre extérieur, de terres et déblais souillés est réalisée conformément aux dispositions du titre IV du code de l'environnement et du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement dans des installations aptes à les recevoir.

L'exploitant doit s'en assurer et pouvoir le justifier à tout moment.

ARTICLE 3 : Prescriptions spécifiques à la zone de dépôt et aux zones affectées à toute opération de traitement in situ des terres polluées :

- L'accès à l'installation est réservé à des personnes habilitées par l'exploitant. La clôture générale du site est maintenue en état ; à défaut, la zone est clôturée durant le chantier de dépollution,
- La zone est aménagée en vue de la récupération des lixiviats en point bas si la technique de traitement retenue le nécessite ; les lixiviats récupérés sont, après séparation des phases, soit réaspurgés sur terres polluées pour la phase aqueuse en vue de maintenir le taux d'hygrométrie souhaité pour le traitement appliqué, soit évacués en centre extérieur de traitement pour la phase flottante.

Les dispositifs mis en œuvre doivent supprimer tout risque de transfert des polluants en provenance du dépôt à l'extérieur de l'emprise de la zone en question ; ils doivent être validés par un organisme spécialisé avant mise en service de l'installation.

Si besoin, un traitement de désodorisation, ou autre traitement efficace, lors des opérations de mise en œuvre du traitement et retournements périodiques mécaniques est mis en place ;

- Les opérations de décontamination des terres à traiter et la qualification des opérations de remise en état de la zone sont suivies par un organisme extérieur spécialisé. Le protocole établi sera transmis pour information, à l'Inspecteur des installations classées.

ARTICLE 4 : Prévention de la pollution des eaux.

4.1 - Surveillance des eaux souterraines et de surface -

Le GIE "Groupement Pétrolier de Nantes" est tenu de réaliser une surveillance de la qualité des eaux souterraines du site et de réaliser un suivi de la qualité des eaux de l'évier récepteur des eaux de surface du site.

Cette surveillance s'exerce trimestriellement dans les conditions suivantes :

- nombre minimal de piézomètres : 8
- point de mesure sur l'étier : 1
- emplacements et profondeurs : les piézomètres sont positionnés conformément aux plan et indications en annexe,
- maintenance et protection : les ouvrages sont régulièrement entretenus et efficacement protégés contre les risques d'introduction de corps ou de produits étrangers et contre les risques de détérioration. Ils sont en particulier équipés d'un couvercle cadénassé et clairement repérés sur le site,
- les ouvrages doivent être facilement accessibles pour les personnes chargées de réaliser les opérations de prélèvement et de maintenance.

Les paramètres concernés sont les suivants :

- pH
- conductivité
- Plomb total
- Plomb tétraéthyl si présence de plomb total
- Hydrocarbures totaux
- Btex
- 16 HAP

et niveau piézométrique pour le suivi des eaux souterraines.

Les résultats d'analyses sont transmis dans un délai maximum de quarante-cinq jours après prélèvements, à l'Inspection des installations classées, accompagnés de tous les commentaires nécessaires, notamment sur d'éventuelles anomalies.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens appropriés, si ses activités sont ou non à l'origine de ce constat. Il informe le Préfet des conclusions de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Les obligations de surveillance des eaux fixées au présent arrêté sont réexaminées à la clôture du chantier de réhabilitation et insérées dans les actes notariés de vente du terrain au droit des piézomètres implantés.

Ce programme est renforcé, durant la durée des opérations de réhabilitation, d'un contrôle mensuel supplémentaire, sur un piézomètre amont et un piézomètre aval portant sur :

- Hydrocarbures totaux
- Btex

4.2. - contrôle de la qualité des effluents aqueux de traitement in situ des terres polluées et eaux d'exhaure -

Les déchets liquides rencontrés lors des opérations d'excavation ou produits lors des opérations de traitement in situ des terres souillées doivent être captés en vue d'être :

- soit éliminés en centres extérieurs comme déchets spéciaux,
- soit évacués vers la station d'épuration de la Communauté Urbaine de Nantes en application des conditions de raccordement fixées par convention de rejet et dans le respect des prescriptions fixées en la matière par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

ARTICLE 5 : Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera, indépendamment des sanctions pénales encourues, fait application des sanctions administratives prévues à l'article L 514-1 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement.

ARTICLE 6 : Conformément aux dispositions de l'article L 514-6 du titre 1er du Livre V du Code de l'Environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de Nantes. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant et commence à courir du jour de la notification du présent arrêté. Il est de quatre ans pour les tiers à compter de l'affichage de l'arrêté.

Tout recours gracieux, en vertu de ces mêmes dispositions, ne peut interrompre ces délais de recours contentieux.

ARTICLE 7 : Une ampliation du présent arrêté sera déposée à la Mairie de SAINT-HERBLAIN et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la Mairie de SAINT-HERBLAIN pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Sénateur-Maire de SAINT-HERBLAIN et envoyé à la Préfecture (Direction des Affaires Interministérielles et de l'Environnement - Bureau de la Réglementation de l'Environnement).

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais du Groupement Pétrolier de Nantes, dans les quotidiens « Ouest-France » et « Presse-Océan ».

ARTICLE 8 : Deux ampliations du présent arrêté seront remises au Groupement Pétrolier de Nantes qui devra toujours les avoir en sa possession et les présenter à toute réquisition.

ARTICLE 9 : Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire-Atlantique, le Sénateur-Maire de SAINT-HERBLAIN et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, Inspecteur Principal des installations classées pour la protection de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

NANTES, le 19 novembre 2004
LE PREFET,
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
signé : Jean-Pierre LAFLAQUIERE

P.J. : 1 annexe